



## LES GRECS FACE À L'IMPERIUM ROMANUM

### Résilience, participation et adhésion des communautés grecques à la construction d'un empire (II<sup>e</sup> s. av. – I<sup>er</sup> s. de n.è.)

À partir du II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, et jusqu'à l'avènement des Flaviens, l'histoire de la Méditerranée orientale fut marquée par la multiplication des interventions diplomatiques et militaires de Rome, dans le contexte des guerres de Macédoine, des conflits mithridatiques ou encore des guerres civiles romaines, de même que par la création et l'exploitation de provinces. Les communautés grecques se trouvèrent ainsi confrontées à la lente élaboration d'un Empire romain dans lequel elles furent progressivement incorporées et durent se faire une place.

Si les grandes synthèses de E. Badian (1968), E. S. Gruen (1984) ou encore R. M. Kallet-Marx (1995) sur l'hégémonie romaine sur le monde grec se plaçaient du point de vue de la Curie pour étudier, dans une veine polybienne, les étapes et les modalités de construction de l'*imperium Romanum* ainsi que ses grands hommes, l'accent s'est déplacé au cours de ces dernières décennies, notamment depuis l'ouvrage fondateur de J.-L. Ferrary, *Philhellénisme et impérialisme* (2014<sup>2</sup>), sur la réception du nouveau pouvoir romain par les communautés helléniques. Plusieurs chercheurs se sont ainsi interrogés sur la manière dont les Grecs purent s'adapter au nouveau cadre politique et administratif romain, dans des domaines aussi divers que les rivalités entre cités (A. Heller 2006), la justice civique (J. Fournier 2007), ou encore le culte impérial (G. Frija 2012), tandis que d'autres, dans la continuité de l'ouvrage de J. Hatzfeld, *Les Trafiquants italiens dans l'Orient hellénique* (1919), paru il y a un siècle déjà, se sont intéressés à la présence des Italiens dans les communautés grecques et aux transformations sociales afférentes (Chr. Müller et Cl. Hasenohr 2002 ; Fr. Kirbihler 2016).

Ce colloque de doctorants et de jeunes docteurs se propose de prolonger ces axes d'étude en se focalisant sur la période cruciale de l'apparition et de la construction de l'*imperium Romanum* (II<sup>e</sup> s. av. - I<sup>er</sup> s. de n.è.) dans le monde grec, où les cités, *volens nolens*, durent prendre position, définir leur attitude face à une puissance hégémonique à la fois familière et étrangère, et trouver une place dans un nouvel empire encore instable et incertain. Ainsi, c'est sur la manière dont les communautés grecques s'adaptèrent et s'accommodèrent localement à un nouvel ordre global que nous souhaitons nous pencher : lier les notions d'adhésion, de participation et de résilience — cette dernière étant entendue comme la capacité à surmonter un changement et à s'y adapter — permet dans cette optique de prendre en considération toute la complexité et l'incertitude des attitudes des Grecs face aux Romains, une complexité qui se retrouve à toutes les échelles territoriales — régions, *koina*, cités et subdivisions infra-civiques — et sociales.

Il ne s'agira pas ici de reprendre les questions déjà abondamment traitées de la "romanisation" du monde grec, avec l'ensemble des processus d'acculturation et de transferts que la notion implique, ou des résistances qui lui furent opposées, ni de nier l'existence d'évolutions internes au monde grec, mais de mettre plutôt l'accent sur la façon dont l'ingérence administrative et militaire de Rome dans les affaires des communautés grecques, parfois brutale, céda progressivement la place, selon des rythmes variés et non sans moments de crise, à la participation plus ou moins active et délibérée de ces communautés au fonctionnement de l'Empire. Notre réflexion s'organisera autour des thématiques suivantes :

#### 1. Choix et stratégies des cités. Prendre position face à la construction de l'Empire

On se demandera pour quelles raisons et selon quelles modalités les *poleis* prirent position au cours des bouleversements qui accompagnèrent la construction de l'Empire. Quelle prise avaient-elles sur ces événements ? Sur quelles informations pouvaient-elles se fonder pour choisir leur camp ou négocier leur statut ? Disposaient-elles d'une véritable marge de manœuvre et d'une perception à long terme des rapports de pouvoir ? N'avaient-elles, au contraire, qu'une visibilité limitée ? Les *poleis*, parfois regroupées en *koina*, purent-elles établir une véritable stratégie politique face aux troubles, tant politiques que militaires, qui scandèrent la mise en place de l'*imperium Romanum* ? Fondèrent-elles leurs choix sur une certaine idéologie civique, ou bien encore sur un hellénisme revendiqué ? Quelle fut la part des considérations pragmatiques, telles que les impératifs économiques ou les enjeux de pouvoir, dans leurs décisions ? Quels canaux empruntèrent-elles pour négocier avec le pouvoir romain ? On pourra également s'interroger sur les implications concrètes de ces

décisions pour les communautés civiques, en envisageant aussi bien les avantages politiques et financiers dont purent bénéficier celles qui effectuèrent les “bons” choix, que les diverses répressions qui s’abattirent sur celles qui commirent des erreurs stratégiques.

## 2. Empire et recompositions sociales dans les cités. Tirer parti de la construction de l’Empire

L’irruption du nouveau pouvoir romain contribua à transformer le cadre civique et institutionnel des cités grecques de même qu’à modifier leur structure sociale, en favorisant de nouveaux groupes et en bouleversant les hiérarchies établies. Néanmoins, les sociétés grecques ne furent pas en reste et apprirent bien souvent à utiliser le système romain à leur propre avantage. Il conviendra donc d’étudier la manière dont Rome concourut à redistribuer le pouvoir au sein des cités grecques et dont les différentes communautés infra-civiques, qu’il s’agisse de groupes sociaux ou d’associations structurées, purent non seulement bénéficier du nouvel empire en construction, mais aussi, à leur initiative, en tirer parti pour gagner en légitimité, en influence et en pouvoir. Comment certaines communautés parvinrent-elles à mobiliser la nouvelle puissance dominante au service de leurs propres intérêts ?

On se demandera notamment si, au-delà des catégories floues de “notables” ou d’“élites” souvent utilisées, il est possible de distinguer des groupes sociaux déterminés, qui furent particulièrement soutenus par Rome ou capables de mettre en action le pouvoir romain pour la conservation de leur position sociale locale ou régionale. Dans l’examen de ces recompositions sociales, la place des citoyens romains, qu’ils soient originaires de l’*Urbs* ou du reste de l’Italie, fera également l’objet de notre attention. Comment, et avec quelles tensions éventuelles, ces particuliers liés à la puissance dominante du moment (*negotiatores*, publicains, colons...) furent-ils intégrés dans les sociétés grecques et dans quelle mesure contribuèrent-ils à en modifier les structures à la fois sociales et économiques ? Quel rôle les pratiques culturelles jouèrent-elles dans ce processus ?

## 3. Trouver sa place dans l’Empire, à l’échelle individuelle

En analysant les rapports que certains citoyens entretenirent avec les détenteurs du pouvoir politique, militaire et administratif ou encore social, il s’agira d’une part de voir comment l’étude de trajectoires et de carrières individuelles permet d’éclairer, à une moindre échelle, l’attitude des Grecs face à l’élaboration de l’*imperium Romanum*. Pour quelles raisons et sous quelles formes certains Grecs purent-ils prendre le parti de Rome et participer délibérément à la construction de l’Empire ? Cette adhésion était-elle nécessairement une compromission ou correspondait-elle à un véritable idéal politique ? À l’inverse, comment certains individus tirèrent-ils parti de la présence du pouvoir romain pour leur région, leur communauté locale ou eux-mêmes ?

Quels allers et retours certains Grecs effectuèrent-ils, ponctuellement ou régulièrement, entre leur communauté d’origine et la puissance dominante, et comment contribuèrent-ils, par leur mobilité, à établir des liens politiques, culturels ou encore économiques ? On tentera ainsi de mettre en évidence le rôle d’intermédiaires de ces citoyens grecs, en se demandant dans quelle mesure ceux-ci purent être des initiateurs de nouvelles relations et non seulement des relais entre leur cité d’origine et les autorités romaines. Quel était leur horizon d’attente, dans quelle perspective se plaçaient-ils ? Rome ou bien leur cité, voire les deux ? Alors que certaines personnalités, telles que C. Stertinius Xénophon, sont déjà bien connues, nous souhaiterions nous intéresser, plus globalement, aux rôles que de nombreux particuliers grecs ont joué dans la construction des rapports entre communautés helléniques et Empire romain.

Dans cette perspective de micro-histoire, on tentera d’autre part de voir si des études prosopographiques, ciblées sur des familles ou des groupes déterminés, peuvent illustrer la manière dont les cités grecques parvinrent à surmonter les bouleversements et les troubles provoqués par la conquête et à se reconstruire dans un monde méditerranéen fortement transformé et connecté.

### Modalités de soumission des propositions

- Une proposition de communication de 400 mots maximum devra être envoyée avant le 15 février à l’adresse suivante : [colloque.GrecsImperiumRomanum@gmail.com](mailto:colloque.GrecsImperiumRomanum@gmail.com)
- Nous vous prions de préciser dans votre courrier votre statut, votre université et votre équipe de recherche, ainsi que le titre de la communication et la (ou les) thématique(s) choisie(s) parmi les trois proposées ci-dessus.
- Les communications, d’une durée de 30 minutes, seront faites en français ou en anglais.
- Il sera demandé aux intervenants de solliciter leur équipe de recherche ou leur école doctorale de rattachement pour les frais de déplacement (transport, hébergement). Le comité d’organisation pourra prendre en charge tout ou partie de ceux-ci dans la mesure du budget disponible.

**Comité organisateur** : Clément Bady, Olga Boubounelle, Paul Ernst, Elsa Pérault, Alexandre Vlamos.

**Comité scientifique** : Gabrielle Frija (Université Paris-Est Marne-la-Vallée), Anna Heller (Université de Tours), Christel Müller (Université Paris-Nanterre).